



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/48/843  
6 janvier 1994  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-huitième session  
Point 114 c) de l'ordre du jour

**QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS  
RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORT DES  
RAPPORTEURS ET REPRESENTANTS SPECIAUX**

Lettre datée du 30 décembre 1993, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de  
la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, et me référant aux paragraphes 48, 49 et 124 du document A/48/584, intitulé "Situation des droits de l'homme en Afghanistan", j'ai l'honneur de déclarer ce qui suit :

1. L'Organisation des Nations Unies a reconnu qu'il incombe à la communauté internationale d'apporter des solutions durables et adéquates aux problèmes des réfugiés. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés dispose, entre autres choses, qu'il y a lieu de faire appel à la coopération internationale pour résoudre les problèmes avec lesquels les pays d'asile se trouvent aux prises du fait de la charge excessivement lourde que constitue l'accueil des réfugiés. Dans nombre de leurs résolutions, l'Assemblée générale et le Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) soulignent notamment qu'il importe d'alléger, par le biais de l'assistance internationale, autant que possible, le fardeau pesant sur les Etats qui continuent à accueillir un grand nombre de réfugiés.

2. Ces 14 dernières années, la République islamique d'Iran a accueilli plus de 4 millions de réfugiés afghans et irakiens, grevant ses ressources propres pour subvenir à leurs besoins. Comme le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés l'a indiqué dans la déclaration qu'elle a faite devant le Comité exécutif lors de sa quarante-quatrième session et dont le texte est reproduit à l'annexe du document A/48/12/Add.1, en date du 19 octobre 1993 : "De fait, l'Iran compte la population réfugiée la plus importante du monde contemporain". L'assistance internationale n'en demeure pas moins minime et il s'en faut de beaucoup qu'elle soit proportionnée au nombre des réfugiés.

3. Il a été constaté que la façon dont la République islamique d'Iran traitait les millions de réfugiés se trouvant sur son sol répondait aux normes les plus élevées. Les documents que le Comité exécutif a publiés ces 10 dernières années au sujet de l'Iran, plus précisément ceux émanant des services régionaux compétents du HCR, viennent à l'appui de cette constatation. Dans la résolution 48/116 qu'elle a adoptée à la session en cours, l'Assemblée générale félicite au demeurant les Etats comme l'Iran qui, malgré les graves problèmes économiques et de développement auxquels ils se heurtent eux-mêmes, continuent d'accueillir sur leur territoire des millions de réfugiés.

4. Le rapatriement spontané de réfugiés afghans entamé au début de 1992 se poursuit maintenant sous la direction de la Commission tripartite République islamique d'Afghanistan/République islamique d'Iran/HCR, dont les programmes constituent un cadre efficace pour superviser le retour librement consenti des réfugiés afghans et résoudre les problèmes qui peuvent évidemment se poser au cours d'une opération de si grande ampleur et à si long terme. L'opération a été et continue d'être suivie de près par un certain nombre d'organismes internationaux, dont le HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ainsi que par diverses organisations non gouvernementales. En septembre dernier, le HCR a procédé à un examen de l'opération dans diverses régions de l'Iran, y compris la province de Khorasan. Tirant les conclusions de ce qu'elle avait elle-même pu observer, le Haut Commissaire a fait l'éloge du peuple et du Gouvernement iraniens pour l'hospitalité qu'ils offraient aux réfugiés afghans depuis 14 ans et s'est félicitée des retours librement consentis en Afghanistan. Elle a également réaffirmé que le HCR était favorable à la poursuite de l'opération.

5. Comme les délégations iraniennes et le Haut Commissaire elle-même l'ont maintes fois souligné, l'inadéquation des infrastructures socio-économiques de l'Afghanistan et l'insécurité qui y règne comptent parmi les principaux obstacles au rapatriement. La communauté internationale se doit d'étudier les moyens d'améliorer les conditions de vie en Afghanistan en vue d'accroître le nombre des retours librement consentis. Faute d'une telle amélioration, et à supposer même que le rapatriement soit assuré dans les meilleures conditions, le noeud du problème, que constituent les difficultés de réinsertion, persistera et continuera de compromettre un règlement définitif de la situation.

6. L'Iran s'estime tenu d'assurer le respect et la protection de tous les réfugiés, notamment afghans. Les autorités iraniennes s'emploient à favoriser le rapatriement librement consenti de tous les réfugiés dans la dignité et la sécurité. Dans le cadre de cette politique, toutes les dispositions juridiques voulues ont été prises pour mieux protéger ceux des réfugiés dont le rapatriement est en cours, aussi bien que ceux d'entre eux qui restent en République islamique d'Iran en attendant que la situation leur permette de rentrer chez eux.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 114 c) de l'ordre du jour, et de le porter à l'attention de la Commission des droits de l'homme.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent adjoint

(Signé) Gholamali KHOSHROO

-----